

Bilan et perspective suite au congrès de Québec solidaire

Une brèche cruciale anti-GES devenue l'éléphant dans la pièce

À lire les médias à propos du congrès Solidaire, il est d'abord question de la fête du dixième anniversaire de fondation du parti, surtout de son enfilade d'appuis de personnalités avant tout artistiques et quelques uns internationaux. C'est à ce point que la porte-parole députée clame : « *C'est fini, f-i-i, n-ni-ni, la marginalité !* » [...] « *Avec la notoriété qu'il [Xavier Dolan] a acquise, le fait qu'il ose, que vraiment, publiquement, il dise dans une vidéo qu'il appuie Québec solidaire, j'ai juste envie de dire... merci.* »¹ Disons poliment que la porte-parole ne lie pas le développement du parti à sa politique, à moins de parler de politique-spectacle, et à son enracinement dans les luttes sociales. Certes, si le parti avait eu l'appui du palmé d'or de Cannes en plus du lauréat de son Grand Prix, on aurait pu parlé de « convergence » entre politique et politique-spectacle².

En plus les médias nous ont appris que le parti sera à la tête du gouvernement dans dix ans³ mais sans son actuelle porte-parole députée comme première ministre⁴. De la politique-spectacle on est passé à la politique-fiction. Finalement, les médias ont dû traité d'un point majeur du congrès, soit le mandat de l'Assemblée constituante, parce que tant la présence d'observateurs connus pour spécifiquement ce point que l'attention médiatique générée par la course à la chefferie du PQ et par le débat sur la « convergence » rendait inévitable sa médiatisation. Ce qui a obligé la direction du parti à se débattre comme un diable dans l'eau bénite pour jurer, la main sur le cœur, son irrévocable parti-pris indépendantiste malgré la confirmation de l'option dite ouverte du mandat de l'Assemblée constituante par une courte majorité.

Tête baissée dans le médiatique piège péquiste

Tant la tentative désespérée de votre isolé serviteur pour reculer ce débat sur l'ordre du jour afin qu'auparavant le parti s'unifie sur une audacieuse proposition de réduction des gaz à effet de serre (GES) qu'une autre tentative encore plus désespérée de proposer un dépôt du débat pour le ramener en 2017 non pas comme un débat sur le mandat constitutionnel mais comme un débat pour une holistique stratégie indépendantiste ne rencontrèrent presque aucun écho et quelques soubresauts. À son assemblée générale de circonscription, dans les 90 secondes allouées, votre serviteur avait en vain fait une proposition alternative en ce sens⁵. L'étriqué débat sur le mandat constitutionnel, attisé par ceux publics sur la convergence et sur la course à la chefferie péquiste, avait conquis l'âme du parti et déchaîné les passions tout en coupant le parti des enjeux sociaux de l'heure, de l'austérité aux hydrocarbures en passant par les guerres et ses conséquences.

Le parti s'est précipité tête baissée dans le piège péquiste. Comme le PQ oscille sans fin entre un mandat dit de bonne gouvernance contre sa base indépendantiste et un mandat référendaire contre son électorat centriste, le congrès Solidaire a balancé tel un pendule fou entre un mandat constituant dit ouvert contre son parti-pris indépendantiste et un mandat indépendantiste contre la majorité québécoise qui ne l'est pas. Pourtant n'importe quel électeur censé réalise que c'est là un faux débat car un gouvernement indépendantiste ne peut que convoquer une assemblée constituante pour faire l'indépendance peu importe son mandat formel. À l'inverse, élaborer une constitution provinciale ou canadienne est un pétard mouillé d'impuissante grandiloquence. La clef pour sortir du piège péquiste réside dans la construction d'un rapport de force indépendantiste dans la rue, à la mode 1966-76,

1 Marie-Michèle Sioui, [Françoise David clame la fin de la marginalité](#), Le Devoir, 28/05/16

2 Olivier Besancenot, Alain Krivine, Ken Loach, Philippe Poutou, [A Cannes, Ken Loach reçoit la Palme d'or... anti-austérité !](#), NPA par ESSF, 23/05/16 : Notons que Ken Loach a contribué à fonder un parti anticapitaliste en Angleterre, Left Unity, et a appuyé publiquement le NPA français.

3 Radio-Canada avec La Presse canadienne, [Québec solidaire ambitionne de gouverner d'ici 10 ans](#), Radio-Canada 28/05/16

4 Jessica Nadeau, [Les élus de QS préparent leur sortie](#), Le Devoir, 30/05/16

5 Marc Bonhomme, [La Constituante doit être portée par un rapport de forces](#), Presse-toi-à-gauche, 18/04/16. La région de Montréal, à l'initiative de votre serviteur, avait accepté un amendement substantiel chapeautant l'ensemble des options pour le mandat constituant. Leur caractère déconnecté des enjeux sociaux en aurait été atténué. Sauf que la direction régionale a « oublié » de transmettre à temps l'ensemble des amendements votés à son assemblée générale.

pour faire converger démocratie et indépendance.

Inflexion à gauche vers une cible anti GES ambitieuse et exigeante pour 2030

L'ordre du jour fournissait quand même l'opportunité de sauver ce gâchis dont se sont délectés les médias, Devoir compris. Loin de l'attention des médias qu'il aurait souhaité aux aguets, le congrès entreprit sur la pointe des pieds une inflexion à gauche. Il réaffirma son but programmatique de « *la socialisation des activités économiques* » et non pas seulement de « *certaines* » d'entre elles. Il rejeta d'emblée toute idée d'« *équilibre* » entre économie publique et économie privée pour au contraire réaffirmer « *l'exploration de systèmes économiques alternatifs* ». Non satisfait de seulement défendre ses acquis programmatiques, le congrès tint à souligner que nos économies ne sont pas que « *complexes* », comme se contentait de l'affirmer l'ancien programme, mais qu'elles sont avant tout « *capitalistes* » et « *essentiellement axées sur le profit* ». Reste que cette inflexion à gauche se déroulait dans la confortable moiteur de l'idéologie.

Prenant de l'assurance, le congrès atterrit dans les pâquerettes matérialisant son inflexion sur la question des GES en se déclarant pour une diminution de leurs émanations des deux tiers d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Il rejeta la timidité du Comité de coordination nationale (CCN) — sa seule tentative d'intervention programmatique — se drapant dans la trop grande prudence mais aussi le trop important optimisme de l'IRIS vis-à-vis les Libéraux⁶. Plus résolument, presque à l'unanimité, le congrès rejeta la reculade, à droite des Libéraux, de laisser tomber toute cible chiffrée de réduction des émanations de GES. Croyez-le ou non, cet aplatissement était proposé par nul autre que la circonscription de la porte-parole députée⁷ avec le soutien du coordonnateur du Réseau écosocialiste ! Soit l'alliance de l'électoratisme et du gauchisme idéologique.

Pour finir en beauté, le congrès jeta au panier la proposition trop prudente de la Commission politique rejetant le marché du carbone mais acceptant une taxe carbone redistributive et progressiste laquelle, étant donné les rapports de force réellement existant, deviendrait un prétexte pour abaisser l'impôt sur les profits et les revenus élevés comme en Colombie britannique et en Suède. Le congrès s'en tint au programme original de rejet de ces deux moyens d'accommodement avec le néolibéralisme, permettant une contre-réforme fiscale sur le dos du peuple sans efficacité significative de réduction des GES⁸. Sur son élan de gauche, le congrès aboutit finalement à rouvrir la brèche écologique du temps de la jeunesse du parti mais que sa direction avait enfoui six pieds sous terre depuis lors.

Cachez cette cible que le grand public ne saurait voir

Cette brèche rouverte est aussitôt devenue l'éléphant dans la pièce que non seulement les médias taisent motus et bouche cousue mais qu'aussi ignorent la direction du parti et même son allié sur son aile gauche, Presse-toi-à-gauche.

Rendant compte du congrès, le parti, dans un bref passage sur le débat écologique, se contente d'évoquer uniquement une réduction « *de 95 % les émissions de gaz à effet de serre en dessous du niveau de 1990 d'ici 2050...* »⁹, soit la seuil supérieur de la fourchette des... Libéraux, certainement le

6 Voir sur mon site, l'annexe 1 du texte « [Le vrai débat, la cible GES, ou le faux débat, la Constituante](#) » : « *...l'IRIS pour le Québec [recommande] une baisse des émissions de GES de 52.7% pour 2030 par rapport à 1990. La cible de l'IRIS est calculée en fonction de limiter la hausse de la température terrestre à 2°C d'ici 2100 et non 1.5°C qu'a dû partiellement concéder la Conférence de Paris sous la pression d'une centaine de pays les plus vulnérables et de nombreuses associations écologiques. De plus ces cibles ne tiennent pas compte de la nécessaire réduction des hydrocarbures non-énergétiques, par exemple les plastiques, dont la prolifération polluante fait sérieusement problème jusque dans les océans. Or la résolution synthèse pour le congrès propose à juste titre « de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1.5 degrés Celsius » et « une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole ». De plus, l'IRIS fait l'hypothèse que le Québec aura atteint en 2020 la cible gouvernementale d'une réduction de 20% alors que les moyens ne sont pas du tout au rendez-vous »*

7 Marc Bonhomme, [...offensive à droite sans précédent sous couvert d'un faux débat](#), Presse-toi-à-gauche, 12/05/16. Toutes les propositions de la circonscription de la porte-parole députée soumises au vote, les plus nombreuses étant celles sur les statuts, furent rejetées à plate couture. La ballon d'essai a été un fiasco.

8 Voir sur mon site, les annexes 2 et 3 du texte « [Le vrai débat, la cible GES, ou le faux débat, la Constituante](#) »

9 Québec solidaire, [Congrès 10e anniversaire de Québec solidaire - Québec solidaire sur une montée](#), communiqué de

point faible de la résolution adoptée. Les points forts non mentionnés sont « *une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole d'ici le milieu du siècle* » et non seulement des hydrocarbures énergétiques, le fait « *de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius* » et non 2 degrés et surtout, surtout « *accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990.* » (je souligne) et non le totalement insuffisant 37.5% des Libéraux ou même le similaire 40% avancé par la gauche du PQ (Martine Ouellet). Et rien n'est dit à propos du renouvellement du rejet du marché du carbone et de la taxe carbone... que jamais la direction du parti n'a auparavant dénoncés.

Toutefois la palme d'or de l'omerta revient à Presse-toi-à-gauche. Il a envoyé au front son critique d'office des occasions spéciales car aucun membre de sa direction n'a daigné ni intervenir au congrès durant l'entière du débat programmatique, pas plus d'ailleurs que les porte-parole et députés du parti, ni se mouiller pour en faire un bilan. Y aurait-il un parti de la direction et de son proche allié Presse-toi-à-gauche qui ne s'abaisse pas à participer aux débats du parti des membres sauf circonstance exceptionnelle? On aurait bien aimé savoir ce que tous ses dirigeants et éminences grises pensent du mandat constitutionnel et des cibles anti-GES ambitieuses proposées et finalement votées. On ne voudrait certes pas un congrès Solidaire avec l'équivalent de la main lourde de la direction péquiste mais son miroir inversé ne vaut démocratiquement guère mieux. Allons-y donc avec l'analyse rapidement pondue par le brave homme envoyé sur les barricades.

Offensive nationaliste et contre-offensive de la droite électoraliste

L'analyse du débat écologique est assez simple : « *des modifications censées être apportées à ses orientations économiques ou écologiques, mais nous ramenant invariablement au statu quo.* »¹⁰ C'est tout, rien d'autre. Formellement, il a raison. Tant à propos des marché et taxe carbone que des cibles, si on tient compte de la détérioration de la situation depuis une dizaine d'années, le congrès a fait du sur place. Mais ce diagnostic vaut tout autant pour les trois autres débats, à des fioritures près. Pourtant notre brave analyste est beaucoup plus loquace à propos des débats sur la Constituante, l'orientation de l'économie et les statuts. Après ce constat, l'analyse commence et non se termine.

L'offensive pour un mandat indépendantiste de la Constituante en était une combinant la tendance nationaliste de gauche et celle à la Option nationale, que la droite électoraliste du congrès a contré en se joignant à ses démocrates. Tandis que pour les trois autres débats, dont celui écologique, le congrès a contré une contre-offensive de la droite électoraliste. Pour les questions des statuts, ce fut très facile au point que la circonscription de la porte-parole députée a préféré retirer plusieurs de ces amendements pour éviter l'humiliation¹¹. Si la défense de l'orientation économique fut relativement facile, aux dépens non seulement du comté de la porte-parole députée mais aussi du très social-libéral comité thématique sur l'économie, il fallut une vigoureuse discussion pour dire non à la trop grande prudence de la Commission politique à propos de la taxe carbone et surtout dire non au CCN cherchant un compromis sur les cibles en utilisant la crédibilité de l'IRIS.

L'alliance de la direction Solidaire et des pseudos écosocialistes

Comment expliquer ce positionnement « écosocialiste » à droite lorsque l'idéologie se transforme en position politique, et cet aveuglement volontaire de Presse-toi-à-gauche lorsque vient le temps du

presse du 29/05/16

10 Pierre Mouterde, [Après la fête... les tambours seront-ils lourds ?](#), Presse-toi-à-gauche, 31/05/16

11 Dans son opposition à la centralisation des pouvoirs au sommet de la pyramide, étant donné l'opacité de la réalité de la direction nationale, à ne pas confondre avec le statutaire CCN, le congrès a amalgamé les commissions à cette direction refusant d'augmenter leurs minces représentations. Il s'est aussi octroyé la plus grande marge de manœuvre possible pour l'élection des porte-parole, tout en refusant l'élection à part d'une présidence préfet de discipline, ouvrant imprudemment la possibilité que les deux porte-parole soient des députés. Plus inquiétant fut le bref clash des identités entre femme et troisième sexe à propos du calcul des quotas, ce qui appelle au pragmatisme cas par cas au lieu de grimper dans les rideaux des grands principes. Le vrai problème est la difficulté de remplir les quotas femmes, défi qui empirera au prorata de la montée de l'électoralisme centralisateur et verticaliste propice aux querelles de pouvoir.

bilan du congrès? Le but de l'organisation-réseau Presse-toi-à-gauche / Réseau écosocialiste / Intersyndicale est de protéger la direction du parti en se tenant sur son flanc gauche ce qui suppose qu'elle occupe la niche idéologique « gauche du parti » en tassant les prétendants à ce petit trône.

Jusqu'ici, son Intersyndicale, guidée par le noyau dirigeant de Presse-toi-à-gauche renforcé par la récente adhésion du responsable des Nouveaux cahiers du socialisme, a réussi à surfer la vague de la dissidence de la FSSS et de la FAE contre l'entente du Front commun. Cette dissidence est morte tout comme son noyau de gauche, Lutte commune sans que les militants intersyndicaux ne lèvent le petit doigt pour la rescaper. Grande défaite génératrice de la présente morosité. Ce fut donc assez facile d'amener la direction du parti à appuyer à la fois les deux parties, moyennant quelques contorsions, pendant qu'elle-même dénonçait l'entente tout en proclamant bien avant son terme la fin de la lutte¹².

Maintenant l'Intersyndicale tente de récupérer la lutte pour le salaire minimum de 15\$ l'heure des mains de la petite organisation 15plus.org. Cette organisation très militante initiée par le collectif Solidaire Alternative socialiste est certes championne de la solidarité à la base et de l'agitation mais demeure faible sur le terrain de la lutte idéologique pour la défense du « *dès maintenant* » par rapport au « *plus tôt possible* » Solidaire qui met de l'eau dans du vin déjà pas très corsé¹³.

Le dit Réseau écosocialiste, toujours avec l'appui des têtes pensantes de Presse-toi-à-gauche, a pour mission de protéger la direction des « excès » écologiques, particulièrement eu égard aux cibles, du comité thématique sur l'environnement tel que filtré par la Commission politique. La méthode démocratique pour y arriver serait d'engager le débat avec ce comité et ses membres. Le Réseau et ses soutiens s'y refusent soit par incapacité, ce qui est possible si on considère sa grande pauvreté théorique, autant que mobilisatrice, soit par difficulté de traiter de gauchistes des revendications solidement argumentées et qui font consensus chez la gauche écologiste¹⁴, soit par choix tactique bien connu d'ignorer un adversaire jugé isolé.

Cette fois-ci, mal lui en prit. Sauf que la partie n'est pas jouée. La brèche rouverte pourrait bien se refermer. Après tout, la brèche ouverte en 2011 d'une diminution de 40% des GES d'ici 2020 s'est vite fermée pour ne jamais se rouvrir. Idem pour le refus du marché du carbone et de la taxe carbone. La revendication de la gratuité du transport collectif sur dix ans, qui a autant la capacité de mobiliser que celle de la gratuité scolaire l'a fait par rapport au Printemps érable, n'a que très rarement si jamais fait partie du discours des porte-parole.

Le prochain défi : Un plan « Sortie du pétrole » à la hauteur des cibles votées

Pour que la brèche ne se referme pas et s'élargisse, il faudra vite y insérer un plan d'action permettant d'atteindre la cible des deux tiers en 2030. C'est là la grande faille des plans nationaux de la Conférence de Paris qui, ménageant le grand capital financier et « pétrocratique », pelletent le problème après 2030 si ce n'est après 2050 en attente d'investissements pharaoniques, basés sur des technologies spéculatives, coûtant des milliards \$ financés par une austérité perpétuelle dans le cadre de projets PPP. Le plan « Sortie du pétrole » de 2014¹⁵, malgré son opacité financière, fournit un point de départ solide... à condition de corriger deux défauts majeurs. De un, ce plan n'intègre pas la lutte anti-austérité alors que celle-ci, intrinsèquement écologique, permet de poser l'objectif social majeur du plein emploi écologique ce qui le concilie avec les objectifs redistributif et anti-pauvreté du programme. De deux, ce plan très coûteux à implanter — le cadre financier parle de cinq milliards \$ l'an pour les cinq premières années —, ce qui tombe sous le sens, appelle le capital financier à la rescousse... ce qui le soumet à la logique d'austérité propre à la soumission du débiteur aux conditions du créancier. Cette contradiction est à résoudre.

Le plan « Sortie du pétrole » ce sont d'abord des programmes drastiques votés démocratiquement

12 Voir sur mon site, [Mobiliser à fond ou rester sur la clôture du post-mortem](#), 15/01/16

13 Voir sur mon site, [Le Syndicat du Vieux-Port, réclamant un salaire minimum de 15\\$ l'heure...](#), 1/06/16

14 Pour défendre l'effacement des cibles du programme, le coordonnateur du Réseau écosocialiste a dû se résoudre à argumenter qu'elles faisaient parties de la plate-forme électorale alors qu'on parle de 2030 et de 2050.

15 Québec solidaire, [Plan de sortie du pétrole: Québec solidaire dévoile un plan de développement économique qui créera 160 000 emplois](#), 17/03/14

mais d'application obligatoire pour la réhabilitation de tous les bâtiments, la mutation vers le transport collectif électrifié avec interdiction à terme de l'automobile privée à bien distinguer de l'auto-partage, le recours à l'unique énergie douce une fois épuisé le potentiel de la sobriété et de l'efficacité, la souveraineté alimentaire agrobiologique et une ville de piétons-vélos-transport collectif-agriculture urbaine. Mais ce sont aussi des emplois en éducation, santé, services sociaux et garderies qui sont intrinsèquement écologiques autant qu'anti-austérité et redistributifs parce que d'une part ils n'impliquent qu'essentiellement de l'énergie humaine, très peu d'énergie fossile. D'autre part ils « volent » du temps au consumérisme en faveur de construire de riches relations personnelles¹⁶. En découle une étroite corrélation écologie-féminisme.

Le plan « Sortie du pétrole » c'est la mobilisation de toute l'épargne nationale pour réaliser ces révolutions technologiques et sociales ce qui suppose l'expropriation des banques et consortis de même qu'une réforme fiscale radicale, et le rejet du libre-échange, ce qui à son tour suppose l'indépendance. Idem pour obtenir le plein contrôle sur les systèmes de transport y compris pour les matières énergétiques et ainsi cesser de subir les humiliations nationales des TransCanada et des Canadien Pacifique et Canadien National¹⁷. Le plan « Sortie du pétrole », c'est finalement la mobilisation d'un peuple écrasé par la « pétrocratie » canadienne et bloqué par le *Quebec bashing* historique du nationalisme canadien. Le meilleur service que nous puissions rendre au peuple canadien est de nous en séparer pour mieux nous unir d'égal à égal avec lui dans une lutte coordonnée contre l'austérité, les hydrocarbures, le libre-échange et les guerres.

Les pseudos réalistes crieront à l'utopie de ce plan alors que ces assises sont scientifiquement réalistes dans le cadre d'une convergence internationale rapide justifiée par les responsabilités historiques différenciées. Les rapides bouleversements économiques et sociaux appelés par ce plan sont tout aussi réalistes que ceux réalisés lors de la rentrée et de la sortie du Québec de la Deuxième guerre mondiale. Cette fois-ci ce qui est en jeu ce n'est pas la destruction d'un pan d'humanité en faveur d'intérêts plus patronaux que populaires. Il s'agit de sauver la civilisation en la régénérant contre la rapacité de la « pétrocratie » de la Finance et des transnationales.

Voilà la tâche exaltante et exigeante qui attend les Solidaires l'an prochain dans la mesure où la base du parti saura secouer les puces électoralistes de cette direction — le parti de la direction qui a ignoré le parti du congrès — engluée dans la routine parlementaire des critiques faciles et des améliorations à la marge, à la PQ, des politiques des Libéraux. Tant et si bien que notre plate-forme et notre programme en deviennent méconnaissables. Pour le moment, les Solidaires derrière le tournant à gauche du congrès ont sur le dos les Libéraux, la CAQ et le PQ, les monopoles médiatiques, la direction du parti et ses alliés de gauche dit écosocialistes. Mettons que le défi est de taille. Il en vaut pourtant la peine car il remettrait sur les rails l'élan indépendantiste créant ainsi les conditions d'une Constituante à la fois démocratique et indépendantiste.

Marc Bonhomme, 5 juin 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

16 Le capital résiste à cette reconversion de l'économie vers les services publics en tentant de les réifier autant que possible en services normalisés (cours informatisés, soins minutés) plus faciles à privatiser.

17 La saga de la destruction obligée d'un viaduc neuf pour l'échangeur Dorval (Jean-François Villeneuve, [Échangeur Dorval: détruire pour rebâtir](#), Métro, 4/05/16) et celle de la peinture du Pont de Québec (Radio-Canada, [Pont de Québec : « La région s'est fait rouler dans la farine! » - Régis Labeaume](#), 25/05/16) qui ridiculisent le Québec en sont les dernières illustrations. Plus fondamentalement, au-delà du charcutage de la loi 101, il y a la pression d'Ottawa sur Bombardier pour affaiblir Québec Inc. alors qu'Ottawa n'avait pas hésité à soutenir les transnationales étasuniennes de l'automobile lors de la crise de 2008. (La Presse canadienne, [Ottawa pose ses conditions en vue d'aider Bombardier](#), Radio-Canada, 5/05/16). La désaffection relative de la jeunesse pour la question nationale n'a rien à voir avec la disparition de l'oppression nationale mais tout à voir, depuis plus d'une génération, avec la force de l'idéologie néolibérale et son faux cosmopolitisme, portée par les Libéraux sous un mode fédéraliste et par la CAQ sous un mode nationaliste, la capitulation du PQ au libre-échange et à l'austérité et le refus de Québec solidaire de lier politiquement indépendance et projet de société malgré son discours idéologique à cet effet. Malgré tout, l'option du « oui » référendaire persiste à récolter la faveur de 35 à 40% de l'électorat (Wikipédia, [Souverainisme au Québec](#)).